

Précarisation et financiarisation

Marina Gržinić

Je voudrais développer deux thèses concernant la précarisation et la financiarisation pour analyser leurs effets sur nos manières d’agir, de travailler et, enfin et essentiellement, de vivre.

La première thèse est que la précarisation est l’un des effets de ce que l’on a appelé la « Grande Transformation », qui a commencé dans les années 1970 et dont le noyau central est la décomposition de la classe ouvrière telle qu’elle a été structurée par le mode de production fordien. Cette décomposition a été suivie par une recomposition connue sous le nom de mode de production postfordien et par la précarisation, bien que ces deux phénomènes doivent être considérés comme un événement majeur : *l’arrivée d’un capitalisme sans entraves*.

Je fais référence ici à la relation évoquée récemment par Santiago Lopez Petit dans son ouvrage *La movilización global. Breve tratado para atacar la realidad* (La mobilisation mondiale. Court essai pour attaquer la réalité. Barcelone 2009) ». La décomposition de la classe ouvrière apparue dans les années 1970 s’est transformée, lors de son entrée dans le mode de production postfordien qui lui a imposé un « ordre » ou mieux un « désordre » majeur, en un processus de recomposition, c’est-à-dire un processus de sa précarisation qui signifie insécurité, mobilité, instabilité obligatoires, etc. Il est vrai que, comme le soutient Petit, nous devons ajouter le fait que le capitalisme mondial a atteint le stade de ce qu’on peut appeler capitalisme financier (du moins c’est sous cette appellation qu’il était connu avant la crise, mais il est

également possible que ce nom disparaisse, ce qui ne veut pas forcément dire, comme je le développe dans ma seconde thèse, qu'il renonce à la financiarisation comme paradigme du mode de fonctionnement des sociétés capitalistes contemporaines et du capitalisme mondial).

Contrairement aux récits habituels des catastrophes liées à la crise, Petit avance l'idée que la logique la plus inhérente au capitalisme est sa répétition constante et que, pour cette raison, le capitalisme répète son événement majeur, *le désentravement du capital*. La précarisation n'étant que l'une des conséquences de ce désentravement.

Ma seconde thèse concerne le fait que, bien que nous assistions peut-être à une légère convalescence du capitalisme mondial néolibéral, des intellectuels occidentaux débattent du communisme (ce qui est étonnant puisque ce thème n'a pas été abordé depuis la chute du mur de Berlin, il y a vingt ans), alors que, actuellement, les conséquences de la financiarisation du capital sont profondément intégrées dans toutes les strates de la société contemporaine. Peut-être, comme l'a dit Petit, ce qui a pris fin n'est-il que l'idéologie néolibérale ouverte, tandis que les pratiques, les rituels et les théories de la financiarisation, ainsi que la logique majeure du capitalisme mondial néolibéral qui nous a conduits à la situation actuelle, restent non seulement bien vivants mais sont profondément incorporés dans chacune des couches de la société, dans notre travail, nos croyances et nos vies.

Première partie

Le résultat de la Grande Transformation – qui a commencé dans les années 1970 – est, comme le dit Petit, le capitalisme mondial d'aujourd'hui, dans sa phase finale ; il se caractérise, d'une part, par la libre circulation du capital, la chute des États communistes et la « révolution » des nouveaux médias et technologies numériques, et, d'autre part, par l'explosion des inégalités, la forteresse Europe, le fait que les immigrés sont considérés comme une sous-classe, etc. Le désentravement du capital crée une spatialisation paradoxale qui exige une double répétition. Petit soutient que d'un côté on est en présence d'une répétition fondatrice qui établira une hiérarchie ; cette dernière construira de manière répétée un centre (*le Premier Monde capitaliste*) et une périphérie, et que de l'autre côté existe un processus qui s'oppose à cette fondation et s'exprime par la dispersion et la multiplicité. La matrice multiculturelle des années 1990 est aussi un résultat de ce dernier processus. Dans son ouvrage *Sur la postcolonie* (2001), Achille Mbembe avait déjà noté ces processus dans son analyse de l'Afrique. Je peux résumer ce que Mbembe a décrit il y a une décennie comme étant le passage du postcolonialisme vers la postcolonie. D'une part, Mbembe écrit sur les hiérarchies persistantes mises en place par la force, à cause de la *normalisation* brutale de l'histoire du

colonialisme ; celle-ci aujourd'hui ne fait pas l'objet d'une « résolution du Premier Monde capitaliste de remettre en cause son passé d'exploitation et d'expropriation coloniales », tout au contraire, le colonialisme passé est remis en selle aujourd'hui à travers ce qu'on appelle le *commerce ethnique*. D'autre part, en 2009, l'Union européenne a adopté une résolution sur la conscience européenne et le totalitarisme qui exprime son respect pour toutes les victimes des régimes totalitaires et antidémocratiques en Europe et qui rend hommage à ceux qui ont lutté contre la tyrannie et l'oppression. Naturellement, l'un des processus consistera aussi à « nettoyer » les anciens pays d'Europe de l'Est de leur passé communiste, alors qu'en même temps les intellectuels occidentaux relancent le communisme, rayé de l'histoire, comme étant le projet du futur.

Pour emprunter à nouveau à Petit, pour désentraver le capital afin de traiter les conflits qui lui sont inhérents, il faut un cadre formel : la démocratie. La démocratie articule deux modèles : l'état de guerre et le fascisme post-moderne. Ils fonctionnent tout à tour comme une grille parcourue par des forces horizontales et des forces verticales, et, pour ne pas nous en tenir à l'ancienne cartographie de Fredric Jameson, je propose d'imaginer que leur interaction s'exerce à la manière d'une tomographie informatisée. Cela signifie aussi, comme je l'ai déjà dit, qu'il n'est pas possible de comprendre le capitalisme mondial si nous n'incluons pas dans sa logique fonctionnelle les nouvelles technologies informationnelles. La numérisation de la tomographie informatisée (CT) est une technique d'imagerie à rayons X. Elle peut être réalisée « brute » ou avec injection d'un « agent de contraste ». Elle nous fournit une métaphore parfaite pour notre analyse. Elle est utilisée « brute » en Afrique, au Kosovo, en Tchétchénie, sur les travailleurs de l'ex-Yougoslavie en Slovénie, ou pour l'exploitation des immigrants sans papiers dans l'UE. « Brute » signifie en utilisant la force. Personne ne s'en formalise d'ailleurs. Ou bien elle peut être utilisée avec « un agent de contraste » comme en Irak et en Afghanistan. Car là des intérêts économiques majeurs sont en jeu tels que le pétrole et l'héroïne, et, pour les maintenir, il faut donc avoir des agents. Le CT crée l'image en utilisant un ordinateur et une série de petites cellules autonomes sensibles aux rayons X. En faisant tourner la source des rayons X, les données sont collectées à partir de différents angles. Ensuite, un ordinateur traite cette information pour créer une image sur un écran vidéo.

L'état de guerre est l'une des faces de la démocratie et il facilite la domination. L'autre face est le fascisme postmoderne. Il instaure la dissolution de l'État démocratique en une multitude de technologies sociales. Le fascisme post-moderne est construit sur la base de l'autonomie de chaque individu. Et en tant que tel, c'est un régime qui est basé sur l'autogestion de la propre autonomie de chacun. L'état de guerre produit de la cohérence. Il homogénéise. Son action est la propagande. Pensez par exemple à la mobilisation des masses contre le terrorisme. En revanche, le postfascisme est informel, non

cohérent, car il est basé sur l'autonomie des différences. Il produit des différences, son action est la communication. Petit le décrit brillamment dans le livre. L'état de guerre possède définitivement des éléments du fascisme classique : un guide souverain, le peuple, la mort comme gestionnaire de la vie. Tandis que de l'autre côté il y a le contexte néolibéral d'autonomie des individus, appelé avec raison fascisme postmoderne. Le fascisme postmoderne stérilise l'autre, élimine les conflits de l'espace public et neutralise l'espace politique. Ainsi, comme cela a été fréquemment noté, le capitalisme mondial concerne la dépolitisation. Le fascisme postmoderne fonctionne au moyen de l'auto-mobilisation permanente.

Deuxième partie

Aujourd'hui, nous pouvons constater la présence d'une forme de biopolitique intensifiée que j'appellerai, selon Achille Mbembe, une nécropolitique. La biopolitique est un horizon où les sociétés capitalistes contemporaines s'articulent à ce que l'on appelle la politique de la vie, où l'on considère que, dans les sociétés contemporaines, la vie (selon Agamben, il importe peu qu'il s'agisse de la vie tout court ou de la vie sous des formes sociales et culturelles spécifiques) n'a aucun pouvoir d'intervention sur les politiques, quelles qu'elles soient. Mais la valeur actuelle de la plus-value est basée sur la capitalisation de mondes morts. Dans son texte « Nécropolitique » (2003) Achille Mbembe ouvre une discussion sur cette nouvelle logique du capital, basée sur la mobilisation de la machine de guerre et sur ses processus de démarcation de certaines zones du monde. Mbembe affirme que, puisque le concept de biopolitique issu de la machine de guerre et de l'état d'urgence est l'une des logiques majeures des sociétés contemporaines, il vaudrait mieux le remplacer par celui de nécropolitique. La nécropolitique est liée au concept de nérocapi-talisme, à savoir le capitalisme contemporain, qui organise ses formes d'accumulation du capital de manière à ce qu'elles impliquent la dépossession et la soumission de la vie au pouvoir de la mort. L'emprise nérocapi-taliste sur le domaine social implique de nouveaux modes de gouvernance qui appliquent les normes de rationalité des sociétés anonymes et qui se déploient en gérant la violence, les conflits sociaux et la multitude. Aucun conflit ne doit être toléré s'il met en cause les besoins supérieurs de la rationalisation capitaliste : la croissance économique, la maximisation du profit, la productivité, l'efficacité, etc.

La nécropolitique n'est pas réservée au seul Tiers-monde, elle est également opérationnelle dans les sociétés capitalistes du Premier Monde. Aujourd'hui dans l'Union européenne et aux États-Unis, la logique d'organisation de la vie et la division du travail procurent, en général, le minimum pour vivre (mais parfois, même pas ce minimum). C'est cette logique (nécropolitique) qui or-

ganise le corps social contemporain capitaliste néolibéral au plan mondial. Le fait qu'il s'agit bien d'un minimum ressort de manière évidente de toutes les batailles qui se déroulent actuellement en Europe pour la préservation de l'État social, la sécurité sociale et l'assurance maladie qui étaient auparavant garanties (après avoir été acquises par les luttes des travailleurs). Le caractère néropolitique est aussi nettement visible dans les mesures de contrôle (discrimination, expulsions et législation féroce contre les immigrants en Union européenne) à l'intérieur et aux frontières de l'espace Schengen.

Les pratiques contemporaines en usage dans le monde de l'art et de la culture font partie intégrante d'une institution très puissante dans laquelle toute génération nouvelle est, en fin de compte, dépendante des anciennes structures de pouvoir. À travers les multinationales, les banques, les compagnies d'assurances et certaines affaires familiales très puissantes, ces structures décident de qui fera partie du groupe central et de qui, de temps en temps, sera choisi dans la jeune génération pour rafraîchir la troupe qui est sur la scène. Les raisons à cela sont très simples, l'institution contemporaine en matière d'art dépend de l'argent, et le marché et les collecteurs d'argent ne mettront pas ce pouvoir en péril ; ce qu'ils ont tous en commun c'est l'idéologie du capitalisme néolibéral et la bonne vie qu'il leur procure. Comme le disait Suely Rolnik, ils sont tous enfermés dans le cercle vicieux de la « production de la subjectivité du luxe », de leur appartenance à l'élite de la classe moyenne, de leurs voyages entre les festivals artistiques, du « bien manger et bien boire », et des plaisirs qu'ils prennent.

Nous devons aussi ajouter à la néropolitique deux autres processus majeurs des modes de fonctionnement néolibéraux fondamentaux : la privatisation et la dérégulation de chaque strate de la société, de ses institutions et des pratiques sociales, politiques, économiques, culturelles et artistiques.

Je m'intéresse tout spécialement à l'analyse des institutions, et plus particulièrement dans le domaine de l'art et de la culture. Pourquoi ? Il semble que la dérégulation et la privatisation y revêtent un caractère spécifique ; elles sont fortement présentes aujourd'hui dans le domaine de l'art et de la culture où elles sont féroce­ment protégées contre toute critique et analyse. C'est le cas en Slo­vénie, mais aussi dans toute l'UE et au-delà. L'exemple de la Slo­vénie montre qu'il existe dans tout l'espace européen un développement structurel présentant des aspects similaires, ceux-ci étant souvent cachés sur certains plans, mais nettement visibles et même très avancés à d'autres niveaux.

La chose la plus importante est de comprendre que l'existence du nérocapi­talisme néolibéral dépend de l'intensification des deux conditions primor­diales de sa propre reproduction : la dérégulation et la privatisation. Se référer à ces deux conditions signifie se référer à une situation de psychose ou à quelque chose qui était d'abord une situation d'exceptionnalité et qui s'est rapide­ment avéré être complètement normalisé et accepté. La privatisation signifie

que l'État se retire, pas à pas, de la vie publique, sociale, culturelle et qu'il abandonne ces secteurs publics à la lutte pour l'argent. Mais la privatisation implique aussi une forme de propriété privée ou d'instrumentalisation privée des institutions publiques par ceux qui les gèrent. Pour faire comprendre exactement ces processus ainsi que le néolibéralisme, je voudrais me référer à la définition brève mais extrêmement précise de ce terme publiée dans *Area Chicago* numéro 6 :

« Le néolibéralisme est un projet de transformation institutionnelle radicale. Ce terme se réfère à une période unique du capitalisme dans laquelle certaines élites économiques de certains pays ont encouragé un fondamentalisme de marché libre qui est sans précédent depuis la Grande Dépression. Cette idéologie fondamentaliste a favorisé une inversion d'une grande partie de la régulation qui protégeait des économies locales et nationales contre la concurrence étrangère et qui s'ajoutait à de nombreux acquis politiques et sociaux obtenus par des mouvements sociaux (y compris par les syndicats organisés). Une grande partie de cette transformation s'effectue par la privatisation des industries et services précédemment sous monopole d'État et de nombreux programmes sociaux associés à l'État-providence. Cette période est également marquée par l'ouverture de nouveaux marchés dans des secteurs de la vie précédemment fermés aux activités lucratives – y compris les services de base fournis par l'Etat –, ainsi que par l'importance croissante d'industries telles que la culture, la santé, l'environnement et l'éducation (pour n'en citer que quelques-unes). Le concept est issu d'une tradition « libérale » remontant aux théoriciens des débuts du capitalisme de la fin du 19^e siècle, qui étaient préoccupés par de purs concepts de liberté. Pour les libéraux, la *liberté* était l'idéal. Pour les néolibéraux, le *marché libre*, non perturbé par une quelconque intervention d'État, est l'idéal. Ce qu'il faut avoir constamment à l'esprit c'est que cet idéal est loin de la vérité, et les politiques appelées couramment néolibérales exigent une intervention massive de l'État – mais, dans ce cas, elle ne concerne que les élites économiques, sans aucune tentative de promouvoir des politiques de redistribution économique, d'égalité des chances ou de participation citoyenne. »

Dans le néocapitalisme néolibéral la totalité de la société a été transformée en un immense secteur d'investissement qui pourvoit à la capitalisation du capital. Je voudrais souligner que l'époque de la spécificité des niveaux sociaux (à savoir où la culture et l'art se situaient « à l'extérieur » des processus qui se déroulaient dans les contextes économiques, sociaux et politiques) appartient au passé. Il y a toujours eu une étroite relation d'interdépendance entre la superstructure (l'art, la culture, le domaine social, etc.) et la base économique. La différence est que dans le passé cette relation était cachée, mais dans le néolibéralisme ces rapports sont nettement visibles.

Ces secteurs artistiques, culturels, sociaux ainsi que ceux de la santé et des services publics qui, auparavant, servaient principalement à la reproduction

idéologique du mode de production et de sa force de travail, sont aujourd'hui essentiels pour la rentabilisation directe du capital. Pour cette raison, lorsque nous parlons de la dérégulation nérocapitaliste, néolibérale, radicale de toutes les institutions de la société, qu'il s'agisse de celles de l'art, de la culture, de la santé, de la sécurité sociale, des services publics, des autorités judiciaires ou religieuses, etc., nous voulons dire que cette dérégulation ne concerne pas uniquement sa politique de (dés)investissement, mais aussi sa culture, ses stratégies d'intervention, ses idéologies, ses rituels et formes d'organisation.

Dans le néolibéralisme, comme le formule l'équipe de *Area Chicago*, quatre processus sont en cours : la financiarisation du capital, les mouvements spéculatifs du capital financier, la concurrence mondialisée et le *place-marketing*. Je propose de considérer non seulement les processus qui se déroulent dans le domaine de l'art et de la culture comme étant déjà ouvertement restructurés et dérégulés, mais aussi de percevoir le processus radical non seulement de la financiarisation du capital mais aussi de la financiarisation des institutions culturelles en tant que telles, qui présentent elles aussi des caractéristiques nettement visibles de la concurrence mondialisée et du *place-marketing*. Dans le nérocapitalisme néolibéral, un processus de surdétermination devenu définitivement la financiarisation affecte non seulement tous les niveaux de la société mais est hautement opérationnel dans l'art et la culture contemporains.

La financiarisation du capital signifie que la valeur de la plus-value, en tant que moteur unique du capital, est produite au moyen d'un mécanisme à bulles généré par des mouvements d'argent « virtuels », des investissements, etc. Le capital n'a plus sa racine dans la « production », comme c'était le cas pour l'expropriation directe des gens, des régions et territoires dans le passé – pas tellement lointain – du capitalisme colonial nettement défini. Bien qu'un tel processus continue d'être actif : si l'on pense au pétrole, la financiarisation fait de « l'argent avec de l'argent » (virtuellement) sans avoir recours à la production.

Qu'apprenons-nous à partir de là ? Si, dans le capitalisme contemporain, la financiarisation du capital signifie la domination des marchés financiers (commerce des devises, commerce des dettes, commerce des remboursements futurs, commerce des bons du Trésor américains, et autres formes d'investissements spéculatifs) sur les économies industrielles, comme le formule l'équipe d'*Area Chicago*, je propose que la financiarisation des institutions soit considérée comme un paradigme parallèle à celui de la financiarisation du capital, un paradigme selon lequel le pouvoir absolu est donné aux institutions au moyen de processus de nature purement et uniquement spéculative qui ne sont basés sur rien d'autre que les institutions elles-mêmes. Ces processus spéculatifs sont en train de devenir plus importants que n'importe quelle production artistique et culturelle, plus importants que n'importe quelle œuvre d'art, plus importants que n'importe quelle position d'un artiste ou d'un

groupe artistique, etc. Ce qui est acheté et vendu ici c'est l'information seule, vide de tout contenu quel qu'il soit.

En outre, se déroule un processus de « nettoyage du terrain » comme celui que nous ont appris les guerres des Balkans : toutes les pratiques et théories qui perturbent le flux incessant de la production d'informations doivent être supprimées et doivent disparaître. Des processus très similaires ont été – et sont toujours – mis en œuvre non seulement dans le contexte de brutalité des guerres des Balkans des années 1990 et en Tchétchénie, etc., mais aussi dans le cas de l'effacement d'un peuple en Slovénie.

Par conséquent, en résumé, ce qui se passe est un processus à deux faces, d'un côté des spéculations qui sont le résultat d'une hyperactivité ne concernant pas la production artistique ou culturelle mais l'hyperproduction des seules informations, et de l'autre côté les institutions jouant le rôle d'incubateurs de la production permanente d'informations sur elles-mêmes. Le résultat de cela, pour le dire simplement, est un bombardement quotidien d'une quantité incroyable d'informations sur des projets et des activités que personne ne peut plus suivre. L'envoi et la distribution de tout et de n'importe quoi, en quantités infinies et de manière spéculative, ont créé une saturation totale. Mais, par ailleurs, nous observons un processus complètement psychotique d'évacuation totale.

En outre, à l'intérieur de ce processus se passent aussi d'autres choses, moins visibles, permettant à l'institution financiarisée de maintenir son pouvoir à tout prix. Nous pensons à des processus au cours desquels l'institution déclare la « guerre », provoquant un état d'urgence, pour cacher sa propre irresponsabilité. Cela signifie qu'il faut présenter l'espace artistique et culturel qui entoure l'institution artistique officielle comme fragmenté, problématique et corrompu. Pour des institutions artistiques contemporaines, dérégulées et spéculatives, il est difficile d'admettre que cet espace puisse être un espace d'alliances. De leur point de vue, les groupes et pratiques marginaux sont présentés comme étant ceux qui détiennent le pouvoir maximum, tandis que les positions marginales sont présentées comme équivalentes aux positions des institutions d'État. C'est un processus d'obscurcissement qui a pour résultat une situation dans laquelle tout un chacun est engagé dans des stratégies mutuellement destructives pour l'autre. Dans le même temps, l'institution artistique officielle est exemptée de toute responsabilité et se présente elle-même comme victime du système.

Dans quel but provoque-t-on un état d'urgence servant de stratégie pour cacher sa propre position afin de conserver son pouvoir ? Pour survivre et reproduire son pouvoir dans la sphère nationale, l'institution a besoin d'une guerre totale ou d'un état d'opposition. Cela se réalise au moyen d'un processus qui délègue cette provocation à quelqu'un d'autre sous une forme qui cache la responsabilité de l'institution. Déléguer signifie trouver un organisme

(artistique) ou un individu sans aucun scrupule, voire même une institution internationale, qui accepte de supporter financièrement l'ensemble de ce (sale) « trafic artistique » sur la promesse de pouvoir participer à un autre avènement culturel (national). Il est vrai que dans son propre contexte national, une telle institution internationale « de support financier » est loin d'appliquer les mêmes « mesures » que celles qu'elle applique uniquement dans les pays qu'elle considère comme « insuffisamment civilisés ». En réalité, l'institution internationale de « support financier » transforme à son propre avantage un état de désordre et de jeux de pouvoir connu sous le terme de balkanisation. Elle se présente elle-même comme « subversive » et complètement « autonome ». Le résultat de ces processus est que l'espace public, la monnaie publique et le domaine public ont été totalement instrumentalisés et privatisés. En bref, le néocapitalisme néolibéral se produit et se reproduit en permanence, non seulement au plan économique et politique mais, de manière plus évidente, au plan institutionnel. Tous ces processus ont un effet de dysfonctionnement absolu sur le plan social. Ils génèrent des conséquences qui sont très difficiles à comprendre dans leur totalité. Il est nécessaire de nous libérer nous-mêmes d'une guerre de tous contre tous, en échangeant toutes choses avec tout le monde, chacun avec chacun ; nous avons besoin d'être capables de tracer cette ligne de différenciation, tout en construisant des alliances locales et internationales. Ce sont les seules voies possibles pour changer les sphères actuelles, économiques, sociales et institutionnelles, dérégulées et privatisées, de notre vie et de notre travail. Il est important d'ajouter que la situation actuelle donnera les coupées franches au capital pour accomplir sa mission la plus importante : à savoir l'intensification de la destruction et/ou la déstructuration/restructuration de la classe ouvrière dans la trajectoire décrite plus haut de précarisation intensifiée de la vie, allant du biopolitique au néropolitique. Cela aura lieu au moyen d'une intensification qui est déjà à l'œuvre, selon Ramonet, en vertu de quatre grands principes de rationalisation :

1. Réduction du nombre des salariés,
2. Réduction des salaires,
3. Introduction d'un nombre croissant de tâches dans le travail,
4. Restructuration des entreprises et redistribution des marchandises et des ressources.

Ces processus seront mis en œuvre par le capital dans de nombreuses situations différentes : par l'installation du contrôle de la vie, en poussant à la guerre contre le terrorisme ou en civilisant ceux qui ne sont pas encore assez civilisés !

Bibliographie

- Giorgio Agamben, *State of exception*, University of Chicago Press, Chicago, 2005
- Achille Mbembe, *On the Postcolony*, University of California Press, Berkeley, 2001.
- Achille Mbembe, « Necropolitics », in *Public Culture*, 15 (1), 2003, pp 11-40.
- Marina Gržinić and Rosa Reitsamer (eds.), *New Feminism: Worlds of Feminism, Queer and Networking Conditions*, Löcker Verlag, Vienne 2008
- Santiago López PETIT, *La movilización global. Breve tratado para atacar la realidad*, Editorial Traficantes de Sueños, Barcelone, 2009.
- Reartikulacija, Artistic-Political-Theoretical-Discursive-Platform and Journal, <http://www.reartikulacija.org/>

Notes

1. Le commerce ethnique, qui devient de plus en plus prégnant dans le Premier Monde capital et dans l'UIE, a été récemment un sujet de débat chez des étudiants, des professeurs et des écoliers dans la classe des Pratiques artistiques postconceptuelles à l'Académie des Beaux-arts de Vienne. Les participants ont fait état de l'un des derniers exemples de commerce ethnique de nature purement raciste, qui est devenu visible le 26 Août 2009 lorsque deux vues d'écran d'une annonce passée sur un des sites Web de Microsoft ont commencé à circuler sur des forums et des *blogs* d'Internet. L'une montrait une table de conférence entourée de quelques employés heureux : un homme asiatique, un homme noir et une femme blanche. L'autre image était la version polonaise du même site ; elle est identique à la première, sauf que la tête de l'homme noir avait été remplacée par la tête d'un homme blanc.
<http://mashable.com/2009/08/26/microsoft-photoshop-trainwreck/>
2. Voir le texte de l'éditorial de Daniel Tucker « Hériter la frontière » et le texte de Nik Theodore, Jamie Peck et Neil Brenner « La cité, laboratoire de la politique », tous deux publiés dans *Area Chicago* (Art/Research/Education/Activism), N°6, Août 2008.
3. https://www.adbusters.org/magazine/76/vulture_funds.html